

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/ARG/1/Add.1  
IP/Q2/ARG/1/Add.1  
IP/Q3/ARG/1/Add.1  
IP/Q4/ARG/1/Add.1  
22 janvier 2003  
(03-0338)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais/  
espagnol

## EXAMEN DE LA LÉGISLATION

### ARGENTINE

#### Addendum

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat une communication datée du 25 novembre 2002 contenant les réponses ci-après aux questions que le Canada, les Communautés européennes et leurs États membres et la Suisse avaient adressées à l'Argentine à l'occasion de l'examen de sa législation à la réunion du Conseil tenue du 18 au 22 juin 2001.

---

### CANADA

**1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC et en général) ont été exécutées.**

Voir les réponses de l'Argentine à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.<sup>1</sup>

### COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

F. BREVETS

**26. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?**

Les notions de nouveauté, d'inventivité et d'application industrielle sont définies à l'article 4 de la Loi sur les brevets n° 24.481, modifiée par la Loi n° 24.572 (texte codifié de 1996) – ci-après dénommée "Loi sur les brevets".

**27. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation, prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.**

Les exclusions de la brevetabilité sont visées aux articles 6 et 7 de la Loi sur les brevets.

---

<sup>1</sup> Document IP/N/6/ARG/1.

**28. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.**

Oui. Ces dispositions figurent à l'article 7 a) de la Loi sur les brevets et à l'article 7 du Décret n° 260/96.

**29. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.**

Ces méthodes sont exclues aux termes de l'alinéa e) de l'article 6 de la Loi sur les brevets.

**30. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.**

Voir les alinéas a) et g) de l'article 6 ainsi que l'article 7 de la Loi sur les brevets, et l'article 6 du Décret réglementaire n° 260/96.

**31. Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.**

Les variétés végétales sont protégées en vertu de la loi sur les semences.

**32. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?**

Cette protection est assurée par les dispositions de l'article 8 de la Loi sur les brevets. Voir aussi le point 4 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**33. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?**

La République argentine prévoit la protection par brevet des produits pharmaceutiques et des produits chimiques pour l'agriculture par le biais de la Loi sur les brevets.

**34. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?**

Elle vise directement le produit obtenu. Voir à ce sujet le point 4 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**35. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit le cas échéant des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des**

**conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.**

Sans objet.

**36. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet ? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.**

L'article 36 de la Loi sur les brevets prévoit la possibilité d'énoncer des exceptions limitées aux droits conférés par un brevet.

**37. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoires? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.**

La législation argentine prévoit la possibilité d'accorder des licences obligatoires. Cette question est régie par les articles 42 à 50 de la Loi sur les brevets.

Voir aussi le point 1 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation ?**

La législation argentine prévoit la possibilité d'accorder des licences obligatoires. Cette question est régie par les articles 42 à 50 de la Loi sur les brevets.

Voir aussi le point 1 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**39. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée ?**

La législation argentine n'accorde pas de protection additionnelle.

**40. Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1<sup>er</sup> janvier 1995?**

La question n'est pas claire.

**41. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?**

Voir le point 5 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

**46. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.**

**47. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués" ?**

**48. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes ?**

Réponses 46 à 48:

Voir la Loi n° 24.766 qui reprend les principes énoncés à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

**49. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?**

**50. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?**

**51. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.**

**52. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?**

**53. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?**

**54. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?**

**55. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?**

**56. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?**

**57. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?**

**58. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?**

**59. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?**

**60. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?**

**61. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?**

**62. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?**

Réponses 49 à 62:

Voir les réponses de l'Argentine à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.

## SUISSE

### A. GÉNÉRALITÉS

**1. Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC sont-elles directement applicables dans votre système juridique?**

Les prescriptions relatives aux accords internationaux figurent à l'article 31 et aux paragraphes 22 et 24 de l'article 75 de la Constitution de la République argentine. En particulier, les articles 27 et 31, lus conjointement avec le paragraphe 22 de l'article 75, s'appliquent en ce qui concerne l'Accord sur les ADPIC.

### B. BREVETS

**2. Toutes les catégories de produits font-elles l'objet d'une protection par brevet en vertu de votre législation ou y a-t-il des exceptions? Dans le second cas, veuillez indiquer de manière détaillée les types d'exceptions et en quoi ils sont compatibles avec l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC. Notamment, tous les produits pharmaceutiques font-ils l'objet d'une protection par brevet?**

La Loi sur les brevets n° 24.481, modifiée par la loi n° 24.572 (texte codifié de 1996) - ci-après dénommée "Loi sur les brevets" - énonce à l'article 4 le régime de la brevetabilité et aux articles 6 et 7 les exceptions.

**3. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation" d'un brevet (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires si le produit est importé)?**

Le fondement de la question n'est pas clair.

**4. Veuillez expliquer comment l'article 28:2 de l'Accord sur les ADPIC s'intègre dans votre système juridique.**

Cette question est traitée au chapitre V (attribution et licences contractuelles) de la Loi sur les brevets et au chapitre V du Décret réglementaire n° 260/96.

**5. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez en indiquer les dispositions pertinentes.**

Le chapitre VII (autres usages sans autorisation du titulaire du brevet) de la Loi sur les brevets traite des dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC. Voir aussi à ce sujet le point 1 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**6. Veuillez indiquer comment le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé, prescrit à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC, est mis en œuvre dans votre législation. L'article 88 de la Loi argentine n° 24.481 sur les brevets et les modèles d'utilité fixe au 1<sup>er</sup> janvier 2000 la date avant laquelle un produit ne peut pas être considéré comme nouveau. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 70:2 de l'Accord sur les ADPIC.**

Voir le point 5 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

**7. Veuillez indiquer si votre législation autorise les importations parallèles de produits brevetés.**

Voir l'article 36 c) de la Loi sur les brevets et son règlement.

**C. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS**

**8. Veuillez indiquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. Votre législation prévoit-elle des exceptions en la matière? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des données non divulguées résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le premier déposant?**

Le libellé de la question ne reflète pas fidèlement les obligations découlant de l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

La législation argentine en la matière est conforme aux obligations imposées à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC.

D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

**9. Veuillez indiquer les mesures correctives prévues par votre législation qui permettent de prévenir efficacement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.**

Voir les réponses de l'Argentine à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits.

**10. Veuillez décrire toute initiative nouvelle prévue pour améliorer le respect des droits de propriété intellectuelle dans votre pays, notamment au plan pénal.**

Cette question n'appelle pas réponse car l'examen prévu à l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC se limite à la législation en vigueur.

**11. Comment votre législation satisfait à la disposition relative aux "mesures provisoires rapides et efficaces" prévues à l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC, notamment en ce qui concerne les brevets? Veuillez indiquer les lois et les dispositions pertinentes en la matière.**

Voir à ce sujet le point 6 du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

E. PROTECTION ACCORDÉE AUX OBJETS EXISTANTS

Dispositions institutionnelles; dispositions finales

**12. Veuillez indiquer comment l'article 70:7 de l'Accord sur les ADPIC est mis en œuvre dans votre législation. Dans cette dernière, que considère-t-on comme des "éléments nouveaux"?**

Voir à ce sujet le point 8 b) du document WT/DS171/3, WT/DS196/4, IP/D/18/Add.1, IP/D/22/Add.1, daté du 19 juin 2002.

---